Mouvement des Entreprises de France

La démocratie suppose de ne pas faire adopter des lois inapplicables

Publié le 30 juin 2016

Alors que la situation européenne et la fébrilité économique de la France appellent à tout faire pour redonner confiance aux entreprises, le gouvernement ajoute des difficultés et du stress aux entreprises en faisant voter des dispositions inapplicables pour les entreprises, notamment les PME et TPE. Où est la stratégie de confiance indispensable pour relancer la croissance et la création d'emplois ?

Voter des lois impossibles à appliquer et dire ensuite : « vous refusez de les appliquer », c'est une politique absurde qui ne mène à rien.

Alors que l'ensemble des mouvements patronaux attire de manière unanime depuis des mois l'attention du gouvernement sur l'impossibilité d'appliquer simplement les 6 critères de pénibilité, ce dernier a choisi de ne surtout rien écouter et ne rien faire, mettant l'ensemble des entreprises françaises dans une situation d'incertitude dramatique. **Où est l'écoute ?**

Sans même attendre les conclusions de la dernière mission de simplification qu'il a lui-même demandée, le gouvernement a choisi de continuer sa fuite en avant politique et dogmatique en s'arc-boutant sur un dispositif qui s'apparente à un monstre technocratique élaboré en cabinet loin des réalités du terrain. **Où est la cohérence d'action ?**

Alors que les organisations patronales ont formulé de nombreuses propositions pratiques et opérationnelles pour mettre en place un dispositif pénibilité au bénéfice des salariés, elles n'ont pas été entendues. Et on leur reproche aujourd'hui de ne pas savoir comment accompagner les entreprises. **Où est la recherche de solution ?**

Alors que le gouvernement vient, dans un rapport récent, de reconnaître que la pénibilité ne peut pas s'appliquer au service public, il maintient son obligation pour toutes les entreprises. **Où est l'équité ?**

Pour **Pierre Gattaz, président du Medef** : « *Nous sommes face à un refus du gouvernement de considérer la réalité. C'est incompréhensible et dramatique. Voter des lois impossibles à appliquer et dire ensuite : « vous refusez de les appliquer », c'est une politique absurde qui ne mène à rien. Les entreprises ont l'habitude des effets de manches des politiques mais on atteint là des sommets. Il n'y a pas d'avancée sociale si cela se traduit par un recul économique majeur qui in fine détruira encore de l'emploi.* »